Document generated on 08/13/2025 5:16 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

Le mythe de la vocation agricole du Québec

Pierre Dagenais

Volume 3, Number 6, 1959

Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard

URI: https://id.erudit.org/iderudit/020178ar
DOI: https://doi.org/10.7202/020178ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Dagenais, P. (1959). Le mythe de la vocation agricole du Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, *3*(6), 193–201. https://doi.org/10.7202/020178ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1959

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE MYTHE DE LA VOCATION AGRICOLE DU QUÉBEC

par

Pierre DAGENAIS

directeur du Service de géographie de la province et
directeur de l'Institut de géographie de l'université de Montréal

La vocation agricole de la province de Québec a longtemps été un mythe vénéré. L'attachement traditionnel des Canadiens français aux travaux des champs en est un autre. Ces deux croyances respectées comme les dogmes d'un crédo patriotique intangible sont désormais en complet désaccord avec les faits. L'étude de l'extraordinaire évolution et des caractères particuliers de la paysannerie québécoise dépasse largement les cadres de cet article. Le sujet mériterait qu'on lui accordât l'espace d'un livre entier ; nous n'en considérerons ici que quelques aspects à la lumière des données statistiques.

I. La population agricole

Diminution par rapport à la population totale

Au début du siècle, près de la moitié de la population du Québec vivait de l'agriculture. Le Québécois était alors essentiellement un homme de la terre et l'on pouvait croire que c'était là sa véritable vocation. Les faits ont beaucoup changé depuis. Cette proportion a diminué d'un recensement à l'autre jusqu'à nos jours ; elle n'était que de 25.2% en 1941, 19.5% en 1951 et 16.5% en 1956. Le pourcentage québécois est maintenant inférieur à celui de l'ensemble du pays (20.8%) et se rapproche de plus en plus de celui de l'Ontario (15.3%). De plus l'importance numérique relative des agriculteurs continuera à diminuer progressivement dans le Québec en fonction inverse de l'augmentation de la population totale. Il y a tout lieu de croire en effet que le nombre des exploitants du sol va conserver sa courbe descendante dans les années à venir, alors qu'au contraire il faut s'attendre à ce que la population totale double ses effectifs d'ici une vingtaine d'années. Cela signifie que les travailleurs de la terre ne seront plus bientôt qu'une petite minorité d'environ 8% de la population du Québec.

Diminution en chiffres absolus

Dans un pays qui traverse une phase d'industrialisation intense, on s'attend à ce que les cultivateurs deviennent une minorité décroissante. Ce qui étonne, c'est de constater que malgré l'accroissement rapide de sa population totale et l'immensité de ses régions inoccupées, le Québec présente une population agricole qui diminue même en chiffres absolus.

Ce phénomène, plutôt récent, se manifeste de façon non équivoque depuis la deuxième guerre mondiale. De 838,800 en 1941, la population agricole a baissé à 792,000 en 1951 et à 765,000 en 1956, marquant ainsi une diminution

de près de 75,000 en quinze ans, soit une perte moyenne d'environ 5,000 par année.

Ce déficit est sans doute en partie attribuable à la mécanisation de l'agriculture qui se traduit par une réduction de la main-d'œuvre agricole. La machine à fort rendement remplace avantageusement l'ouvrier dans la ferme comme dans l'usine ; le nombre des tracteurs dans les exploitations agricoles de la province est passé d'un millier à près de 55,000 de 1921 à 1956. Il faut y voir aussi un effet de l'expansion des territoires urbains sur les régions rurales avoisinantes ; la population agricole des îles Jésus et de Montréal par exemple a fondu de moitié en l'espace de cinq ans (11,213 en 1951 et 5,887 en 1956) devant les assauts envahisseurs de l'agglomération montréalaise. Le phénomène est enfin dû aux nombreuses défections au sein même des exploitants dont les effectifs ont diminué de plus de 32,000 de 1941 à 1956 (de 154,669 à 122,617), laissant ainsi un nombre croissant de fermes abandonnées à travers la province, même dans les régions récemment ouvertes à la colonisation comme l'Abitibi (936).

Si l'on pousse l'analyse de ce caractère démographique à l'échelle régionale, on se rend compte que le phénomène est général et sans exception. Sur les 66 comtés municipaux de la province, 17 seulement accusent une légère augmentation, mais, dans tous les cas, cette augmentation est inférieure à l'accroissement naturel, même dans les régions pionnières. L'excédent des naissances sur les décès ne suffit pas à combler les vides laissés par ceux qui abandonnent la terre. Partout ailleurs le déficit s'exprime brutalement en chiffres absolus.

Les exploitants non-résidents

Le recensement de 1956 relève l'existence de plus de cinq mille exploitants agricoles (5,067) ne résidant pas dans les fermes qu'ils exploitent. Il s'en trouve dans tous les comtés et dans presque toutes les municipalités de la province. Sept comtés en comptent plus de deux cents chacun (Abitibi, Bellechasse, Frontenac, Matane, Matapédia, Témiscamingue et Témiscouata).

Le nombre de ces non-résidents a-t-il augmenté depuis une quinzaine d'années? Augmentera-t-il dans l'avenir? Les renseignements statistiques disponibles ne permettent pas de l'affirmer avec certitude et la proportion des propriétaires-exploitants demeure extrêmement forte (97.5% en 1956). Il est toutefois permis de croire que le nombre des non-résidents se augmentera tôt ou tard au fur et à mesure que l'exploitation agricole accentuera ses caractères d'entreprise industrielle par les techniques de production spécialisée et l'importance grandissante de la capitalisation. Dans tous les cas, il est certain que ces propriétaires terriens non-résidents, compris dans la population agricole, présentent, au point de vue social et économique, peu de traits communs avec le paysan traditionnel tel qu'on se le représente couramment.

L'importance du travail hors-ferme

Il convient enfin de signaler que la très modeste population agricole du Québec est largement composée de cultivateurs qui travaillent une partie plus

ou moins longue de l'année à une besogne rémunérée en dehors de leurs fermes, afin d'arrondir leurs revenus.

Près de 49,000 exploitants (soit environ un tiers du total) ont en effet déclaré au dernier recensement qu'ils avaient été retenus hors de la ferme par une occupation rémunérée durant plus d'un mois au cours de l'année 1955 ; une vingtaine de milliers sont ainsi restés éloignés de leurs exploitations durant plus de six mois. Ce sont là certainement des chiffres très conservateurs car le paysan, souvent méfiant, se garde bien de dévoiler à la légère aux autorités fédérales toutes ses sources de revenus imposables.

Conclusion

Voici en résumé les faits bruts qui ressortent des observations précédentes.

La population agricole perd progressivement et rapidement de son importance numérique dans le Québec. La perte s'exprime à la fois dans les valeurs relatives et dans les chiffres absolus. Cette courbe descendante s'est profondément accentuée depuis la deuxième guerre mondiale et tend à se prolonger dans l'avenir. Actuellement réduite à 16.5% de la population totale, il y a lieu de prévoir qu'elle tombera à moins de 10% d'ici une génération.

Sur le plan de la population active, le contingent des travailleurs de la terre représente une proportion encore plus modeste par rapport à l'effectif total des ouvriers de la province : 11.9% seulement en 1955 [1] et probablement moins de 7% d'ici une vingtaine d'années.

Enfin, cette petite minorité agricole n'arrive pas à se suffire par elle-même. Si l'on tient compte du fait que plus de cinq mille exploitants ne résident pas sur leurs terres, que près de vingt mille autres en sont absents plus de six mois par année, qu'un nombre plus grand encore déclarent avoir des occupations qui les retiennent hors de la ferme de un à six mois par année, quelle peut donc être la proportion de ceux qui restent entièrement fidèles à la terre nourricière et généreuse ? Tentons de la mesurer en spéculant sur les chiffres déjà établis ; on arrive alors à la conclusion effarante suivante : les exploitants agricoles vivant entièrement et uniquement de la ferme exploitée se réduisent à moins de 80,000 en 1956 ; la population de la province étant de 4,628,000 cette même année, ces exploitants représentent donc moins de 2% du total. Nous sommes loin du tableau prometteur que faisaient naguère les propagandistes de la vocation et de la paysannerie agricoles du Québec.

Le petit paysan traditionnel vivant de sa terre est en voie de disparition et avec lui un régime économique désormais périmé. Comme le signalait récemment l'Union catholique des cultivateurs dans un mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada : « l'agriculture de la province de Québec est en train de cesser d'être un mode de vie pour devenir une entreprise ».[2]

---

[1] Cette proportion de 11.9% a été relevée dans *Les progrès et les perspectives de l'agriculture canadienne*, par W. M. DRUMMOND et W. MACKENZIE. Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, Ottawa 1957, p. 173.

[2] Rapport final de la Commission d'Enquête sur les perspectives économiques du Canada, p. 153.

II. Le domaine agricole

La superficie du domaine agricole occupé par les fermes dans le Québec couvre près de 16 millions d'acres (15,910,128 acres en 1956). Elle représente moins de cinq pour cent (4.7%) de la superficie totale de la province (335,270,400 acres). La proportion est évidemment minime, mais quand on se rappelle que les roches anciennes et infertiles du Bouclier canadien occupent plus des trois quarts du territoire québécois et que de vastes espaces s'étendent bien au-delà de la limite climatique des cultures, on ne s'en étonne guère.

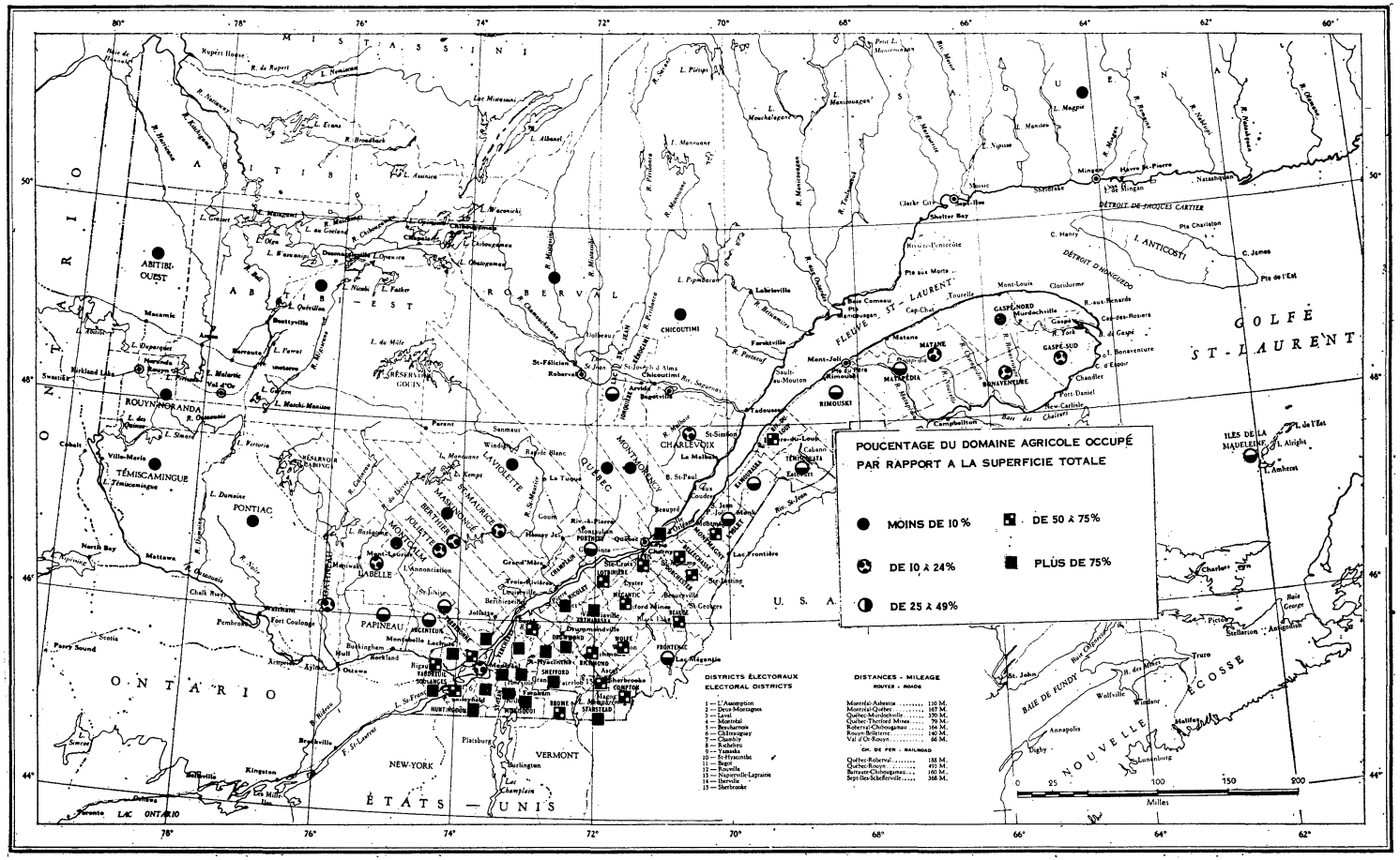
Diminution des terres occupées

Ce qui étonne au contraire, c'est de constater que malgré les efforts soutenus du ministère de la Colonisation et les généreuses subventions du gouvernement pour l'établissement de nouvelles exploitations agricoles, l'étendue totale des fermes accuse une diminution considérable depuis une trentaine d'années, et surtout depuis la deuxième guerre mondiale. De 1941 à 1956, les cultivateurs québécois ont abandonné plus de deux millions d'acres de terre (2,150,000 acres), soit près de 14% de tout le domaine agricole occupé actuellement. On reste ébahi devant une telle constatation et on se demande, avec une certaine inquiétude, ce qu'elle signifie, d'autant plus qu'on ne relève pas une semblable évolution pour l'ensemble du Canada. Après la vague de retour à la terre des sombres années de la crise économique de 1930, on assiste à un mouvement inverse et massif de désertion des champs.

Ce phénomène est particulièrement marqué dans les relevés des deux derniers recensements (1951 et 1956). Lorsqu'on le considère à l'échelle régionale, on s'aperçoit qu'à l'exception de quelques comtés (Matane, Témiscouata et Arthabaska surtout) où l'étendue des fermes a augmenté, toutes les régions naturelles de la province accusent de fortes réductions du territoire agricole. Cela se vérifie sur le plateau Laurentien, où l'Abitibi à lui seul a perdu 46,000 acres de ferme ; dans la région des Appalaches, en Gaspésie en particulier (où le comté de Bonaventure montre un déficit de 40,000 acres), mais aussi dans les Cantons de l'Est (Brome 17,000, Beauce 24,000) ; et même dans la région de colonisation plus ancienne de la plaine du Saint-Laurent (Chambly 17,000, Berthier 10,000).

La figure n° I donne un aperçu visuel de l'étendue du domaine agricole occupé actuellement par rapport à la superficie totale en terre dans la province de Québec. On y constate d'un premier coup d'œil que la région la plus largement utilisée par l'agriculture est celle qui s'étend au Sud-Est. On y trouve une vingtaine de comtés où les fermes occupent plus des trois quarts du terroir : Arthabaska (89.8), Bagot (94.2), Châteauguay (81.9), Deux-Montagnes (77.3), Drummond (85.6), Huntingdon (87.7), Iberville (83.3), l'Assomption (82.8), Missisquoi (83.6), île d'Orléans (93.9), Napierville (94.8), Nicolet (89.4), Rouville (84.9), Shefford (86.8), Soulanges (89.0), Stanstead (80.2), Saint-Hyacinthe (85.3), Saint-Jean (76.6), Verchères (87.7) et Yamaska (84.7). Il faudrait ajouter à cette zone dorée de l'agriculture québécoise les marges laurentiennes

FIGURE I



Domaine agricole occupé par rapport à la superficie totale des comtés de la province.

des comtés qui s'étendent jusqu'au fleuve et qui n'apparaissent pas comme telles sur la carte étant donné leur expansion dans la partie vide du Bouclier canadien. Cette zone fortement occupée se prolonge dans les Cantons de l'Est et au Sud de Québec où l'on aperçoit partout (sauf dans Frontenac) des moyennes fort honorables de cinquante à soixante-quinze pour cent : Beauce (73.8), Bellechasse (67.0), Brome (65.6), Chambly (51.0), Compton (59.8), Dorchester (72.5), Mégantic (73.5), Montmagny (52.6), Richelieu (70.1), Richmond (73.3), Sherbrooke (54.3), Wolfe (61.1).

Dans tous les autres comtés, sauf dans la plaine littorale du rebord sud de l'estuaire, les fermes occupent moins de la moitié du territoire. Les pourcentages les plus faibles se trouvent évidemment dans la péninsule gaspésienne et sur le plateau laurentien, par exemple : Québec (4.0), Lac-Saint-Jean Ouest (2.5), Abitibi (1.6), etc.

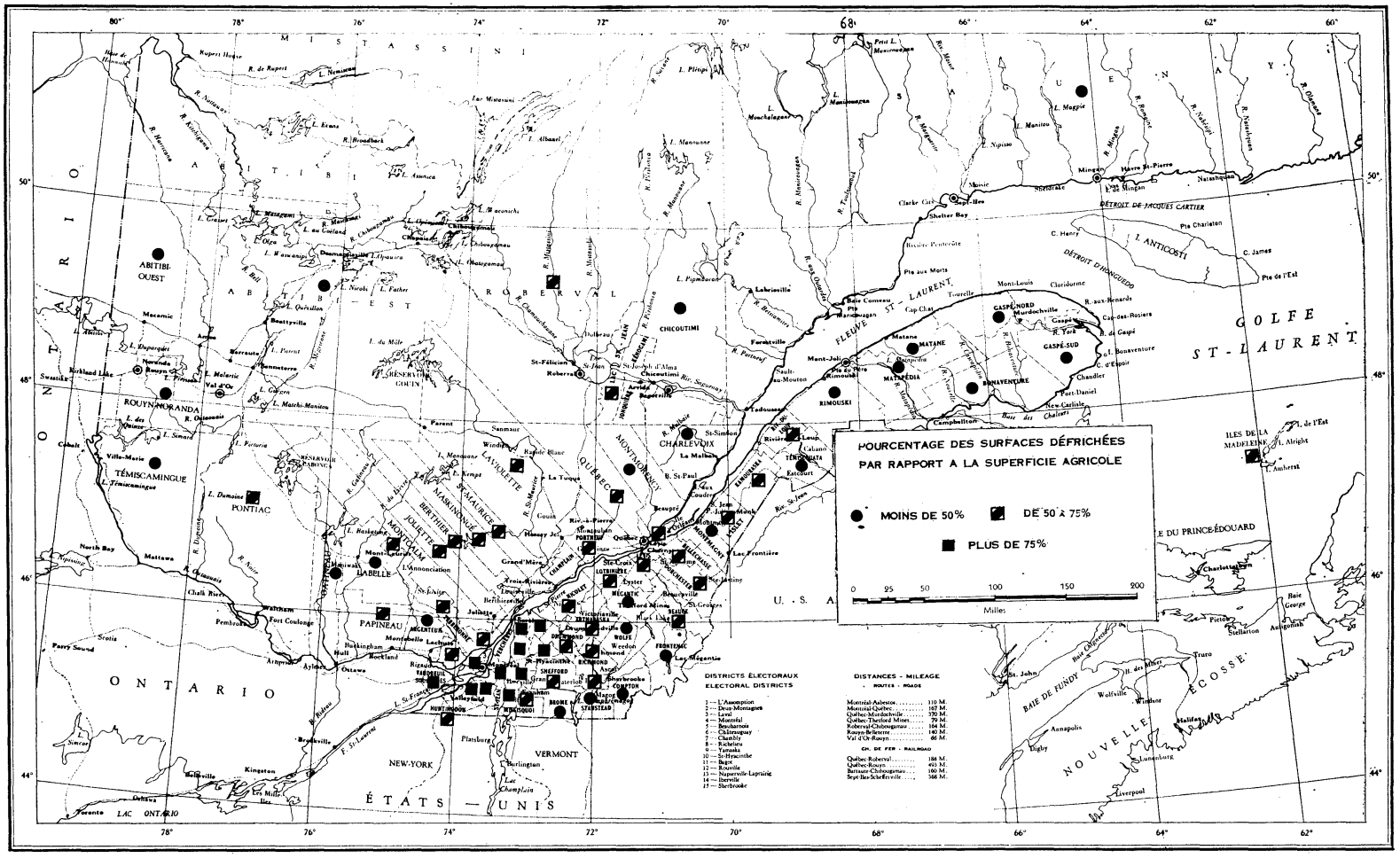
Diminution des terres défrichées

Ces proportions ne fournissent toutefois qu'un aspect incomplet de la situation. L'étendue en fermes, considérée plus haut, est loin de représenter la superficie véritablement mise en valeur par l'agriculture. Les marécages, les surfaces inutilisables ou inutilisées et les étendues en forêts y tiennent une part importante. Tout compte fait, la partie défrichée des fermes, celle des champs, des prairies, des pâturages et des jachères ne représente dans l'ensemble de la province qu'une portion modeste du territoire agricole occupé par les fermes. La figure n° II fait voir l'importance relative des surfaces défrichées par rapport à la superficie agricole totale pour tous les comtés de la province. Elle permet de constater que les espaces défrichés ne dominent vraiment dans le paysage agricole (plus de 75%) que dans les comtés de la plaine de Montréal. Partout ailleurs, moins des trois quarts de l'étendue des fermes sont en culture, et sur les marges nord, sud, est et ouest de la partie peuplée de la province, moins de la moitié. Il va sans dire que la proportion de l'étendue défrichée par rapport à la superficie totale est encore beaucoup plus faible : elle se réduit à 2.5% pour l'ensemble de la province. Enfin, comme on peut s'y attendre par les observations précédentes, cette étendue défrichée diminue de façon régulière et constante d'année en année depuis la deuxième guerre mondiale. Plus de 430,000 acres de terres défrichées sont retournées en friche de 1941 à 1956.

Diminution des étendues cultivées

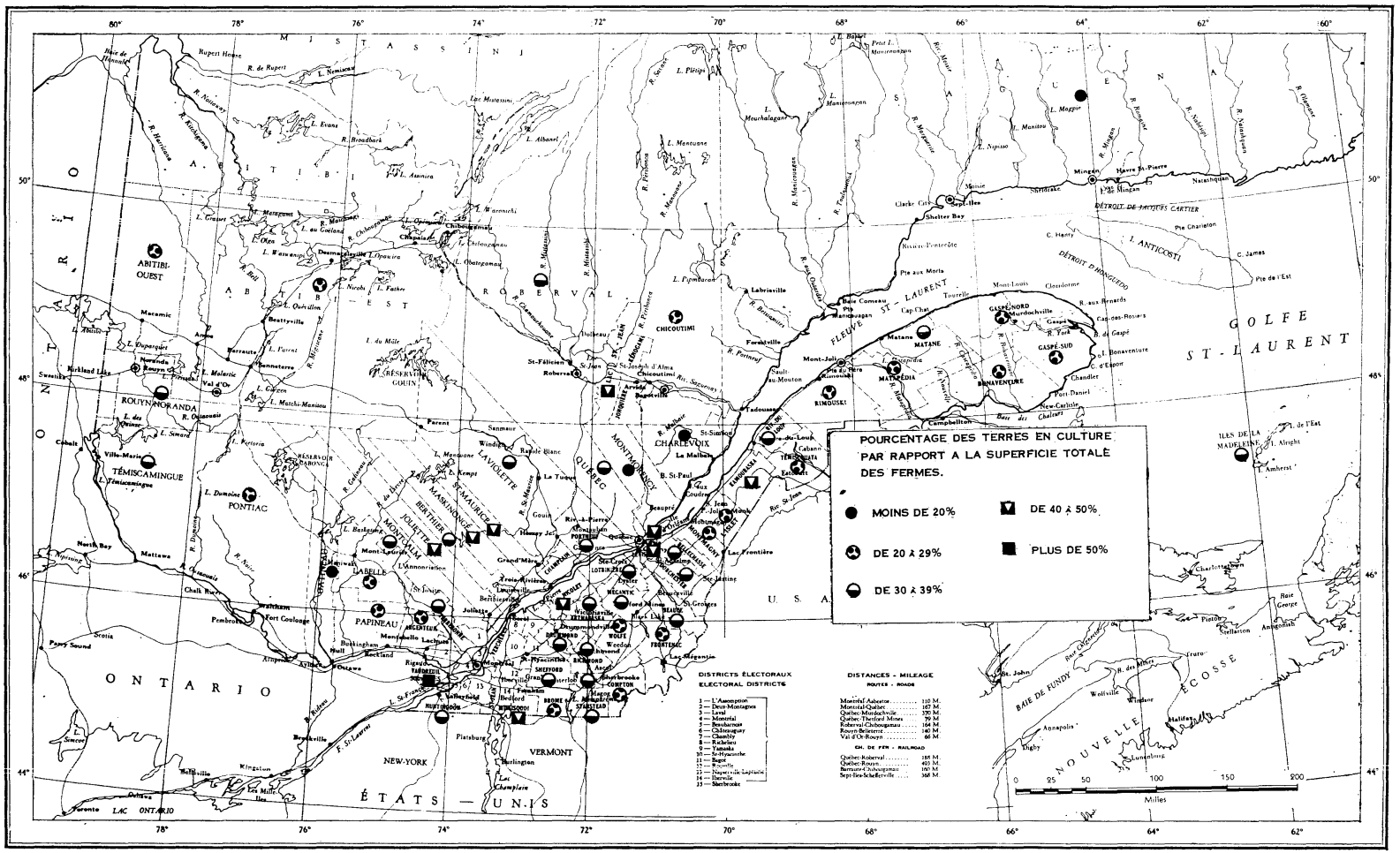
Poussons encore plus loin l'analyse de l'utilisation du territoire agricole occupé du Québec en considérant non plus l'ensemble des terres défrichées (qui comprennent aussi bien les pâturages et les jachères que les champs et les prairies) mais uniquement les surfaces cultivées et en production. En y incluant les étendues occupées par les grandes cultures, les prairies cultivées, les jardins, les vergers et les pépinières, cela fait un total de quelque 5,549,000 acres, soit 1.6% de la superficie totale de la province. Ces terres cultivées sont en diminution constante depuis une quinzaine d'années ; elles ont été réduites de près de 588,000 acres de 1931 à 1956. La figure n° III permet de constater que les champs

FIGURE II



Surfaces défrichées par rapport à la superficie agricole totale des comtés de la province.

FIGURE III


POURCENTAGE DES TERRES EN CULTURE PAR RAPPORT A LA SUPERFICIE TOTALE DES FERMES.
MOINS DE 20%
DE 20 À 29%
DE 30 À 39%
DE 40 À 50%
PLUS DE 50%
DISTRICTS ÉLECTORAUX
ELECTORAL DISTRICTS
DISTANCES - MILEAGE
ROUTES - ROADS
CH. DE FER - RAILROAD
Milles
ÉTATS — UNIS
ONTARIO
QUÉBEC
GOLFE ST-LAURENT
FLEUVE ST-LAURENT
NOUVELLE ÉCOSSE
BAIE DE FUNDY
VERMONT
NEW-YORK
LAC ONTARIO

et les prairies artificielles ne dominent vraiment dans le paysage agricole que dans la plaine de Montréal (plus de 50% de l'étendue des fermes).

Il va sans dire que ces réductions extraordinaires des cultures se traduisent par une diminution du nombre des fermes. Plus de 32,000 exploitations ont cessé d'exister depuis 1941, (154,669 en 1941 et 122,617 en 1956). Ce phénomène n'est d'ailleurs pas particulier à la province de Québec. Une semblable évolution se retrouve à travers tout le Canada. Toutefois, dans les autres provinces, la réduction du nombre des fermes est compensée par une augmentation notable de la superficie moyenne de chacune. Cette compensation n'existe à peu près pas dans le Québec. En effet, la superficie moyenne des fermes, qui a augmenté de 13 acres depuis quinze ans (116.8 en 1941, 129.8 en 1956), n'est pas très différente de celle de 1931 (127.3). Pourquoi en est-il ainsi? Le Québec n'a pas encore subi pleinement les effets de la mécanisation ; de plus, le gouvernement provincial continue de subvenir aux besoins les plus urgents des petites exploitations. De telles circonstances freinent le mouvement de désertion des campagnes et, par suite, atténuent ou retardent les dangers d'une évolution trop rapide de la structure des collectivités rurales.

Conclusion

Le nombre de fermes diminue rapidement dans le Québec depuis la deuxième guerre mondiale. Comme par ailleurs l'étendue moyenne de chacune n'a pas notablement augmenté, il en résulte une réduction considérable du domaine agricole occupé (4.7% de la superficie totale de la province), des terres défrichées (2.5%) et des terres en culture (1.6%).

Bien que considérable, l'augmentation du volume de la production agricole (28.3% de 1941 à 1951) et du rendement par travailleur (près de 70%) n'arrive pas à arrêter la baisse de l'importance relative de l'agriculture dans l'économie québécoise. L'agriculture produisait 12.4% de la valeur nette de la production totale du Québec (moyenne de 1938 à 1947) ; elle n'en fournit plus maintenant que 9.5% (moyenne de 1950-1954).

Il ressort de ce qui précède :

a) que la population et le domaine agricoles du Québec ont beaucoup évolué quantitativement et qualitativement depuis la deuxième guerre mondiale ;

b) qu'ils ont perdu de leur importance relative dans la société et l'économie québécoise ;

c) qu'ils se révèlent sans cesse davantage sous des traits caractéristiques nouveaux et peut-être mieux adaptés aux véritables aptitudes physiques, économiques et humaines de la province ;

d) que la vocation agricole du Québec, telle qu'on la concevait autrefois, et l'attachement ancestral au sol des Canadiens français sont de beaux rêves du passé.